

ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
7, Avenue Edouard Belin BP 54005
31055 Toulouse cedex 4

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

202500TIC061

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7 avenue Edouard Belin
BP 54005
31055 Toulouse Cedex 4

Établi en application des articles L2123-1 1° R2123-1 1° du Code de la commande publique et du CCAG
de techniques de l'information et de la communication, relatif à :

« Prestations de développement, d'évolution et de maintenance d'une plateforme pour le suivi
dématérialisé des élèves en formation pratique au contrôle aérien »

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 1° R2123-1 1° du Code de la commande publique

Table des matières

Article 1 - Objet du de l'accord-cadre	3
Article 2 - Décomposition du de l'accord-cadre	3
2.1 Allotissement	3
2.2 Forme du de l'accord-cadre	3
Article 3 - Généralités	4
3.1 Pièces contractuelles	4
3.2 Protection de la main d'œuvre et clause sociale	5
3.2.1 Protection de la main d'œuvre	5
3.2.2 Clause sociale	5
3.3 Protection de l'environnement	5
3.4 Réparation des dommages	5
3.5 Assurances	6
3.6 Autres obligations	6
3.6.1 Obligations relatives à la sous-traitance	6
3.6.2 Confidentialité et sécurité	6
3.6.3 Obligations diverses	7
Article 4 - Durée du de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations	7
4.1 Durée du de l'accord-cadre - Délai d'exécution	7
4.2 Exécution complémentaire	7
4.2.1 Modification de l'accord-cadre	7
4.2.2 Réalisation de prestations similaires	7
4-2-3- Clause de Réexamen	7
4.3 Pénalités de retard	9
Article 5 - Prix et règlement	9
5.1 Contenu des prix	9
5.2 Variation des prix	9
5.3 Modalités de règlement	10
5.3.1 Régime des paiements	10
5.3.2 TVA	10
5.3.3 Présentation des demandes de paiement	10
5.3.4 Répartition des paiements	11
5.3.5 Délais de paiement	11
5.3.6 Intérêts moratoires	11
5.4 Périodicité des paiements	12
5.5 Avance	12
5.6 Sûretés	12
5.7 Pénalités diverses	12
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations	12
6.1 Lieu d'exécution	12
6.2 Conditions d'exécution des prestations	12
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	12
7.1 Vérifications	12
7.2 Garantie	12
Article 8 - Dispositions diverses	13
8.1 Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations	13
8.2 Frais de déplacement	13
8.3 Utilisation des résultats	13
8.4 Autres dispositions	13
8.4.1 Description du traitement de données à caractère personnel	13
8.4.2 Obligations du titulaire	13
8.4.3 Obligations de l'acheteur	16
Article 9 - Résiliation	16
Article 10 - Litiges et différends	16
Article 11 - Dérogations aux documents généraux	16

Article 1 – Objet de l'accord-cadre

Article liminaire : Présentation de l'ENAC

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

L'ENAC rassemble :

- 3000 élèves répartis dans plus de 30 programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- 3500 stagiaires qui participent chaque année à plus de 300 sessions de stages de formation continue ou de perfectionnement,
- 80 projets de recherche, 50 doctorants et 20 thèses soutenues chaque année,
- Des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir chaque année plusieurs centaines d'élèves et de stagiaires étrangers, originaires des 5 continents,
- Des moyens humains constituant une exceptionnelle somme de compétences et de savoir-faire,
- Des moyens pédagogiques très complémentaires et à la hauteur de ses activités : simulateurs de contrôle du trafic aérien, simulateurs de vols, 125 avions, des laboratoires d'électronique, d'informatique, d'aérodynamique, de langues, etc.
- 9 implantations en France.

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

En un peu plus de 70 années d'existence, riche de plus de 23 000 anciens élèves, l'ENAC a su acquérir tant en France que dans le monde la reconnaissance de tous les intervenants de son domaine d'activité aussi bien des acteurs publics que privés situés en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, au travers des compétences reconnues de ses élèves, de ses stagiaires, de ses chercheurs, de ses enseignants, de l'ensemble de ses personnels, l'ENAC entend accroître encore son rayonnement dans le monde entier, et ce toujours au service de son domaine de prédilection : l'aéronautique et l'espace.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

« Prestations de développement, d'évolution et de maintenance d'une plateforme pour le suivi dématérialisé des élèves en formation pratique au contrôle aérien »

Article 2 - Décomposition de l'accord-cadre

2.1 Allotissement

Les prestations de l'accord-cadre font l'objet d'un lot unique.

2.2 Forme de l'accord-cadre

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans volume minimum mais un volume maximum conformément à l'article R2162-4 2° du Code de La commande Publique.

LOT	Montant minimum sur la durée totale de l'accord-cadre (48 mois)	Montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre (48 mois)
Lot unique	Sans	142 999,00 € HT

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite de 5% du montant total de l'accord-cadre, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date de l'accord-cadre,
- Numéro et date du bon de commande,
- Adresse de livraison,
- Adresse de facturation,
- Désignation des prestations,
- Délais maximums de livraison,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

Les bons de commande passés pendant la durée de l'accord-cadre devront être poursuivis jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent accord-cadre. L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur exécution ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à 6 mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes, pièces contractuelles du présent accord-cadre, sont envoyés au titulaire de l'accord-cadre avec un préavis minimum d'un mois avant réalisation des prestations. Ce préavis pourra être inférieur avec l'accord du titulaire.

Article 3 - Généralités

3.1 Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de Techniques de l'information et de la communication (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le(les) bon(s) de commande.

3.2 Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3.2.1 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3.2.2 Clause sociale

Sans objet.

3.3 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

3.4 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

3.5 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG TIC.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3.6 Autres obligations

3.6.1 Obligations relatives à la sous-traitance

Sans objet.

3.6.2 Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3.6.3 Obligations diverses

a) Obligation de résultat

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents fondés sur celui-ci sont assortis pour le Titulaire d'une obligation de résultats en ce qui concerne les obligations spécifiques mentionnées dans l'accord-cadre et ses annexes de réaliser les Prestations notamment dans les conditions de délais, de prix, de qualité, de sécurité, de performance, de volumétrie, de fiabilité, de disponibilité conformes aux engagements mentionnés dans le Accord-cadre, et pendant toute la durée de l'Accord-cadre.

b) Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

c) Obligation d'information

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le cahier des clauses Techniques Particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou de l'accord-cadre.

Article 4 - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations

4.1 Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 mois, à compter de la notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction le délai de préavis est de deux mois.

Le délai d'exécution des prestations sera indiqué dans chaque bon de commande.

4.2 Exécution complémentaire

4.2.1 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

4.2.2 Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de le Commande Publique, des marchés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement.

4-2-3-Clause de Réexamen

4-2-3-1 Substitution d'un membre du groupement

Dans le cas où le groupement voudrait substituer un acteur économique à l'un de ses membres, hors les cas prévus aux articles L2194-1 et R2194-6 du Code de la Commande Publique, la procédure suivante devra être mise en œuvre :

- Le mandataire doit en faire la demande par écrit à l'ENAC
- Il fournit à l'ENAC les éléments démontrant que :

Le groupement dispose toujours de l'ensemble des capacités et moyens nécessaires à l'exécution de l'ensemble des prestations.

Dans l'hypothèse où la demande intervient avant le terme de chaque période d'exécution de l'accord-cadre (12 mois), il apporte de plus les éléments permettant de démontrer que, si le groupement avait présenté sa candidature dans cette nouvelle configuration, il disposait à la date limite de remise des candidatures des capacités techniques et financières nécessaires, et qu'aucun membre du groupement ne faisait l'objet d'une interdiction de concourir.

Les conditions d'exécution, par le membre substitué, des prestations qui lui sont confiées sont pleinement conformes aux termes de l'accord-cadre.

Les garanties apportées à l'ENAC quant à la bonne exécution de l'accord-cadre ne sont pas amoindries.

Au vu de ces éléments, l'ENAC évalue la demande.

Si l'ENAC accepte cette substitution, celle-ci fera l'objet d'un avenant de transfert.

L'ENAC n'a aucune obligation de motiver un refus.

4-2-3-2 Amélioration de la performance globale de l'accord-cadre

Lorsque, en cours d'exécution, le Titulaire estime qu'il est en mesure de proposer une amélioration quant aux modalités d'exécution de l'accord-cadre, il en fait la proposition l'ENAC.

Ces propositions ne peuvent avoir pour effet d'apporter des modifications aux éléments non négociables dans les documents de la consultation tels qu'initialement publiés.

Lorsque cette amélioration a une incidence financière, le Titulaire présente à l'ENAC :

- La nature des modifications proposées
- Le coût de mise en œuvre de l'évolution
- Les évolutions des pièces de l'accord-cadre éventuellement nécessaires
- Les économies induites par l'évolution
- Le délai de retour sur investissement

Si l'ENAC souhaite mettre en œuvre cette évolution :

Il conclura, le cas échéant, un avenant avec le Titulaire pour apporter les modifications nécessaires aux pièces de l'accord-cadre

L'ENAC n'a aucune obligation de motiver sa décision d'acceptation ou de refus

4.3 Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités (**par jour calendaire de retard**).

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, les pénalités sont dues dès le premier Euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, Le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Pour toutes ces prestations, le délai de réalisation exigé sera spécifié dans le bon de commande.

Article 5 - Prix et règlement

5.1 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix du marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, la cession des droits de propriété intellectuelle attachée aux prestations réalisées, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations. Ce prix inclura le cas échéant, pour les candidats extérieurs à l'agglomération toulousaine, les frais de déplacement.

Pour des prestations exceptionnelles non prévues dans le bordereau des prix, le pouvoir adjudicateur demandera au titulaire, à partir d'un cahier des charges, l'établissement d'un devis gratuit et détaillé, qui après acceptation, donnera lieu à l'émission d'un bon de commande spécifique.

5.2 Variation des prix

Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire.

Celui-ci adresse, par tout moyen électronique à l'adresse marches-publics@enac.fr, ses nouveaux tarifs à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre, justificatifs du calcul à l'appui.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année.

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo) et correspond au mois de remise des offres définitives.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,125 + 0,875 \times \text{SYN}(n)/\text{SYN}(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le prix ainsi révisé sera arrêté à deux décimales.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois.

Il n'est pas prévu de révisions de prix provisoires.

Clause de sauvegarde

L'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date de changement de tarif, si ce changement conduit à une augmentation de plus de 5%.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire de l'accord-cadre.

5.3 Modalités de règlement

5.3.1 Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

5.3.2 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.3.3 Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La facture libellée au nom L'ENAC, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'opération (202500TIC061)
- Le N° d'engagement juridique (Transmis par l'ENAC après l'établissement de chaque bon de commande)

- Les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- La désignation de la prestation exécutée
- Le montant hors-taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,

Le montant TTC,

- La date d'exigibilité,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- Le numéro de TVA intracommunautaire L'ENAC : FR57193112562,
- Le numéro de SIRET de l'ENAC : 19311256200015
- Le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- ➡ Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- ➡ Par dépôt au format PDF
- ➡ Par saisie en ligne dans le portail
- ➡

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.**

En cas de désaccord sur une partie de la facture, L'ENAC s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

5.3.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.3.5 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

5.3.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40,00€.

5.4 Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.
Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

5.5 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités figurant au Code de la commande publique

5.6 Sûretés

Sans objet.

5.7 Pénalités diverses

Sans objet.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6.1 Lieu d'exécution

Les prestations se feront essentiellement à distance.

Sur demande du Pouvoir Adjudicateur le titulaire devra se déplacer dans les locaux de l'ENAC à Toulouse notamment dans le cadre des réunions de suivi.

6.2 Conditions d'exécution des prestations

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre sont stipulées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7.1 Vérifications

Suivi de l'accord-cadre

Conformément à l'article 30 du CCAG TIC.

7.2 Garantie

Conformément à l'article 33 du CCAG TIC, période de garantie minimale est de 1 an à compter de la réception d'une nouvelle version. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le délai dont disposera le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, sera notifiée par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Article 8 - Dispositions diverses

8.1 Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les conditions suivantes :

- pendant la durée de l'accord-cadre, les différents échanges se feront par voie EXCLUSIVEMENT dématérialisée par l'envoi d'un courriel, accompagné des pièces jointes nécessaires, à l'adresse mail précisée par le titulaire à l'acte d'engagement ou à une adresse mail qui figurera dans l'offre et identifiée spécifiquement comme l'adresse où envoyer les pièces.

Le titulaire s'engage, dans les 24 heures suivant l'envoi de ce courriel, à accuser réception par écrit ou retour d'e-mail. Dans le cas contraire le courriel sera considéré comme reçu par le titulaire à la date de l'accusé de réception électronique, et vaudra notification de la communication.

8.2 Frais de déplacement

Sans objet.

8.3 Utilisation des résultats

Il sera fait application des articles 43 à 46 du CCAG TIC.

8.4 Autres dispositions

Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données " et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

8.4.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Description de la nature et de la finalité du traitement :

8.4.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

8.4.2.1 Sous-traitance ultérieure

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure. L'acheteur dispose d'un délai minium de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

8.4.2.2 Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

8.4.2.3 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à service.achat@enac.fr.

8.4.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : service.achat@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

- La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :
- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8.4.2.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

8.4.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

8.4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

8.4.2.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

8.4.2.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.4.2.10 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8.4.3 Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 9 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG TIC.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG TIC. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC par l'article 4.3 du CCAP